



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 2 décembre 2020 — N° 149

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Bourget sur le sujet suivant : *Hommage au curé Baril.*
- Le député de D’Arcy-McGee sur le sujet suivant : *Gratitude envers un héros local en matière de santé mentale.*
- La députée de Saint-François sur le sujet suivant : *Les 25 actes de bienfaisance de Sports Trans-Action.*
- La députée de Saint-Laurent sur le sujet suivant : *Hommage à M. Mahdi Ziani.*
- Le député de Masson sur le sujet suivant : *100 kilomètres de course pour une bonne cause.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *L’accès aux traitements d’hémodialyse dans les centres hospitaliers d’Amqui et de Matane.*
- La députée de Labelle sur le sujet suivant : *12 jours d’action contre les violences faites aux femmes.*
- Le député de Laurier-Dorion sur le sujet suivant : *La sécurité alimentaire.*
- Le député de Beauce-Nord sur le sujet suivant : *Félicitations à M. Raphaël Lessard de Saint-Joseph-de-Beauce pour sa saison en NASCAR.*
- Le député de Beauharnois sur le sujet suivant : *Hommage à l’artiste Denis Poirier.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

- 1) Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation qui, les 26, 27, 28, 29 et 30 août 2019, a procédé à des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du mandat d'initiative portant sur l'avenir des médias d'information. Le rapport contient des observations et 20 recommandations.

Rapport déposé le **1^{er} décembre 2020**.

Sous réserve des dispositions du 2^e alinéa de l'article 94 du Règlement, la prise en considération de ce rapport doit être effectuée au plus tard le **16 décembre 2020**.

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 2) Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**
- 3) Projet de loi n° 49
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le **13 novembre 2019**

- 4) Projet de loi n° 59
Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le
27 octobre 2020

- 5) Projet de loi n° 60
Loi modifiant la Loi sur la fonction publique et d'autres dispositions
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
président du Conseil du trésor le **12 juin 2020**

- 6) Projet de loi n° 61
Loi visant la relance de l'économie du Québec et l'atténuation des
conséquences de l'état d'urgence sanitaire déclaré le 13 mars 2020 en raison
de la pandémie de la COVID-19
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
président du Conseil du trésor le 3 juin 2020
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le
11 juin 2020
Reprise du débat ajourné au nom du député de La Pinière le **12 juin 2020**

- 7) Projet de loi n° 69
Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions
législatives
Présenté par la ministre de la Culture et des Communications le 29 octobre
2020
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations)
déposé le **1 décembre 2020**

- 8) **Projet de loi n° 72**
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement des organismes du domaine de la sécurité publique
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le 21 octobre 2020
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 12 novembre 2020
Reprise du débat, ajourné le **1^{er} décembre 2020**, sur la motion de scission du député de D'Arcy-McGee. Cette motion se lit comme suit :

QU'en vertu de l'article 241 du Règlement, le projet de loi n° 72, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement des organismes du domaine de la sécurité publique, soit scindé en deux projets de loi :

Un premier intitulé Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la Commission québécoise des libérations conditionnelles et le mode de nomination des enquêteurs des corps de police spécialisés, comprenant les articles 1 à 50 ainsi que l'article 66 à l'exception des mots « à l'exception des articles 52 et 53, qui entrent en vigueur à la date à laquelle entre en vigueur l'article 27 de la Loi sur les permis d'alcool (chapitre P-9.1), édicté par l'article 2 de la Loi modernisant le régime juridique applicable aux permis d'alcool et modifiant diverses dispositions législatives en matière de boissons alcooliques (2018, chapitre 20) »;

Un second intitulé Loi modifiant diverses mesures concernant les permis d'alcool et les boissons alcooliques, comprenant les articles 51 à 65 ainsi que l'article 66.

- 9) **Projet de loi n° 73**
Loi modifiant diverses dispositions en matière de procréation assistée
Présenté par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux le **11 novembre 2020**

- 10) Projet de loi n° 77***
Loi sur l'Institut de technologie agroalimentaire du Québec
Présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
le **26 novembre 2020**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

Étude détaillée en commission

- 11) Projet de loi n° 23**
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 12) Projet de loi n° 39**
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 13) Projet de loi n° 46**
Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 14 novembre 2019
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 24 septembre 2020
Principe adopté le **30 septembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

- 14) Projet de loi n° 64**
Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 12 juin 2020
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 30 septembre 2020
Principe adopté le **20 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 15) Projet de loi n° 65**
Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collecte sélective
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 24 septembre 2020
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 27 octobre 2020
Principe adopté le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 16) Projet de loi n° 66**
Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 23 septembre 2020
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 28 octobre 2020
Principe adopté le **3 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 17) Projet de loi n° 67**
Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 30 septembre 2020
Principe adopté le **5 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 18) Projet de loi n° 68**
Loi visant principalement à permettre l'établissement de régimes de retraite à prestations cibles
Présenté par le ministre des finances le 7 octobre 2020
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 4 novembre 2020
Principe adopté le **5 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 19) Projet de loi n° 70**
Loi visant à protéger les personnes contre les thérapies de conversion dispensées pour changer leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou leur expression de genre
Présenté par le ministre de la Justice le 22 octobre 2020
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 10 novembre 2020
Principe adopté le **10 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 20) Projet de loi n° 71**
Loi sur les véhicules hors route
Présenté par le ministre des Transports le 22 octobre 2020
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 12 novembre 2020
Principe adopté le **26 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 21) Projet de loi n° 75**
Loi visant à améliorer l'accessibilité et l'efficacité de la justice, notamment pour répondre à des conséquences de la pandémie de la COVID-19
Présenté par le ministre de la Justice le 3 novembre 2020
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 26 novembre 2020
Principe adopté le **1^{er} décembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 22) Projet de loi n° 190
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**
- 23) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**
- 24) Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 25) Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 26) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 27) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 28) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**

- 29) Projet de loi n° 197**
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le **9 avril 2019**
- 30) Projet de loi n° 198**
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 31) Projet de loi n° 199**
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 32) Projet de loi n° 391**
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 33) Projet de loi n° 392**
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 34) Projet de loi n° 393**
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 35) Projet de loi n° 396**
Loi modifiant le Code civil afin que l'action visant à réparer un préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint soit imprescriptible la vie durant de l'auteur de l'acte
Présenté par la députée de Sherbrooke le **12 juin 2019**

- 36) Projet de loi n° 397**
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 37) Projet de loi n° 398**
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**
- 38) Projet de loi n° 399**
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 39) Projet de loi n° 490**
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 40) Projet de loi n° 491**
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **12 novembre 2020**
- 41) Projet de loi n°492**
Loi sur le droit à la déconnexion
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **3 juin 2020**
- 42) Projet de loi n° 493**
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 43) Projet de loi n° 495**
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**

- 44) Projet de loi n° 496
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 45) Projet de loi n° 497
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**
- 46) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d’instaurer la gratuité des services d’enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**
- 47) Projet de loi n° 591
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l’accès à un emploi ou à un poste la connaissance d’une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 48) Projet de loi n° 594
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**
- 49) Projet de loi n° 595
Loi créant le registre des loyers
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**
- 50) Projet de loi n° 596
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**
- 51) Projet de loi n° 597
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**

- 52) Projet de loi n° 598
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 53) Projet de loi n° 599
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**
- 54) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser qu'elle s'applique aux entreprises privées qui exercent leurs activités dans un champ de compétence fédérale
Présenté par le député de Jean-Lesage le **24 septembre 2020**
- 55) Projet de loi n° 691
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**
- 56) Projet de loi n° 692
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**
- 57) Projet de loi n° 693
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 58)** Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Saint-Tite
Présenté par le député de Maskinongé le **4 décembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 59)** Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Sutton
Présenté par le député de Richmond le **12 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 60)** Projet de loi n° 215
Loi concernant la Municipalité de Nominigüe
Présenté par la députée de Labelle le **12 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 61)** Projet de loi n° 216
Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal
particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau
Présenté par le député de René-Lévesque le **21 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 62)** Projet de loi n° 217
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale
catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 63)** Projet de loi n° 218
Loi concernant la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **12 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 64)** Projet de loi n° 219
Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

- 65)** Crédits supplémentaires n° 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2021 déposés par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le **24 novembre 2020** et renvoyés pour étude en commission plénière

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2018-2019 et sur ses engagements financiers.
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du Curateur public sur le chapitre 6 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Protection des personnes inaptes sous régime public ».
- Audition du ministère des Transports du Québec sur le chapitre 2 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Activités du Centre de gestion de l'équipement roulant ».
- Audition sur le rapport spécial du Protecteur du citoyen intitulé « Donner accès au régime québécois d'assurance maladie aux enfants nés au Québec de parents au statut migratoire précaire ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

- Examen du Plan stratégique 2020-2024 d'Hydro-Québec (mandat confié le 5 décembre 2019).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 67**, Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions (mandat confié le 5 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Saint-Tite (mandat confié le 4 décembre 2019).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Sutton (mandat confié le 12 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Nominique (mandat confié le 12 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 216**, Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau (mandat confié le 21 octobre 2020).
- **Projet de loi n° 218**, Loi concernant la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine (mandat confié le 12 novembre 2020).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Entendre la Commission municipale du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 11 novembre 2020).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

- Débat sur la mise à jour économique présentée le 12 novembre 2020, conformément à la motion adoptée par l'Assemblée le 17 mars 2020 (mandat confié le 17 mars 2020).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 19 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 66**, Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure (mandat confié le 3 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 68**, Loi visant principalement à permettre l'établissement de régimes de retraite à prestations cibles (mandat confié le 5 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 219**, Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal (mandat confié le 11 novembre 2020).

Mandat réglementaire

- Étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 8 octobre 2020).
- **Projet de loi n° 64**, Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels (mandat confié le 20 octobre 2020).
- **Projet de loi n° 75**, Loi visant à améliorer l'accessibilité et l'efficacité de la justice, notamment pour répondre à des conséquences de la pandémie de la COVID-19 (mandat confié le 1^{er} décembre 2020).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 70**, Loi visant à protéger les personnes contre les thérapies de conversion dispensées pour changer leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou leur expression de genre (mandat confié le 10 novembre 2020).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 73**, Loi modifiant diverses dispositions en matière de procréation assistée (mandat confié le 26 novembre 2020).

Mandat d'initiative

- L'augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 46**, Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions (mandat confié le 30 septembre 2020).
- **Projet de loi n° 65**, Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collecte sélective (mandat confié le 11 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 71**, Loi sur les véhicules hors route (mandat confié le 26 novembre 2020).

COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Établir un portrait de l'exploitation sexuelle des mineurs au Québec, y compris les conséquences sur le passage à la vie adulte (mandat confié le 14 juin 2019).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au Feuilleton du mercredi*

173) M. Gaudreault (Jonquière) – **8 octobre 2020**

Au ministre des Finances

Nous avons reçu le témoignage d'un citoyen mentionnant certaines particularités en lien avec des fonds négociés en bourse, des fonds mutuels et un fonds de pension à cotisations déterminées, particularités qu'il juge être des anomalies. Selon lui, certaines distributions de revenus (remboursements de capital, gains en capital et dividendes) ne seraient pas effectuées. Nous pouvons fournir tous les documents appuyant ces prétentions.

L'enjeu que nous voulons soumettre au ministre des Finances est celui de la transparence des maisons de courtage à escompte et des institutions financières. La réglementation actuelle permet à ces institutions d'afficher seulement certaines informations sur les relevés détaillés transmis aux investisseurs et aux retraités, ce qui rend plus difficile le suivi des différents mouvements de capitaux dans leurs comptes. Ainsi, des maisons de courtage à escompte et des institutions financières semblent pouvoir éviter d'afficher certains montants qui, souvent, seraient pertinents à connaître pour les investisseurs et les retraités. Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'elle touche possiblement une grande quantité de personnes qui ne suivent pas de manière assidue l'évolution de leurs investissements ou de leur fonds de pension. Il n'est, par exemple, pas possible de connaître les détails quant à la distribution de revenus, qu'on parle de remboursements de capital, de gains en capital, de revenus d'intérêts de source canadienne ou de dividendes.

Compte tenu de cette situation, nos questions au ministre des Finances sont les suivantes :

Est-ce que le ministre des Finances s'engage à faire la lumière sur ces éléments en lien avec les fonds négociés en bourse, les fonds mutuels et les fonds de pension à cotisations déterminées?

Est-ce que le ministre des Finances s'engage à modifier la réglementation en vigueur pour améliorer la transparence des relevés émis par les maisons de courtage à escompte et les institutions financières, en les obligeant à afficher l'ensemble des mouvements de capitaux sur les relevés détaillés des investisseurs et des retraités?

175) Mme Ghazal (Mercier) – **22 octobre 2020**
Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

L'organisme RightOn Canada et l'Association canadienne des médecins de l'environnement ont interpellé le premier ministre en lui envoyant une lettre en date du 21 septembre 2020, pour une deuxième fois depuis un an, afin de lui faire part de leurs préoccupations sur les agissements de l'Association internationale du chrysotile (AIC), un lobby de l'amiante enregistré au Québec comme organisme à but non lucratif. Je partage les préoccupations de ces experts et scientifiques et je veux vous en faire part.

Tout d'abord, aucun membre du conseil d'administration de l'AIC ne réside au Québec, ce qui est contraire à la Loi sur les compagnies. De plus, alors qu'il est aujourd'hui scientifiquement démontré que l'amiante est un produit cancérigène et qu'il a été banni dans une cinquantaine de pays, l'AIC en fait la promotion partout dans le monde comme étant un produit sécuritaire et qui peut être utilisé sous forme de ciment dans la construction de bâtiments, dont des écoles.

Rappelons aussi que la commission d'enquête du BAPE sur l'état des lieux et la gestion de l'amiante et des résidus miniers amiantés remis au gouvernement en juillet dernier, demande au gouvernement de prendre différentes mesures pour protéger la santé et la sécurité de la population contre les effets néfastes de l'amiante. De la même façon que nous voulons protéger notre population et les travailleurs du Québec, nous avons aussi l'obligation morale de protéger les populations dans les pays en voie de développement. Or, le fait que l'AIC, dont les membres ont des pratiques qui mettent en danger la santé et sécurité des populations les plus vulnérables dans le monde, soit associée au Québec en ayant son siège social ici, entache notre réputation à l'international.

L'AIC est enregistrée au Québec en tant qu'organisme à but non lucratif. Or, sur le site du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, il est clairement indiqué qu'un organisme à but non lucratif est un groupement de personnes physiques qui poursuivent un but à caractère moral ou altruiste et qui n'ont pas l'intention de faire des gains pécuniaires à partager entre les membres.

Si on observe les agissements de l'AIC, elle poursuit des objectifs qui ne sont ni altruistes ni moraux.

- Est-ce que vous ou un membre de votre cabinet avez déjà tenu des rencontres avec l'AIC ? Quelles sont les dates et quels sont les sujets de ces rencontres?
- Avez-vous l'intention d'ordonner la tenue d'une enquête administrative sur la conformité de la constitution de l'AIC en tant qu'organisme à but non lucratif en vertu de la Loi sur les compagnies ? Et si l'enquête démontre une non-conformité de l'AIC, allez-vous prendre les mesures judiciaires qui s'imposent?

179) Mme Lessard-Therrien (Rouyn-Noranda–Témiscamingue) – **3 novembre 2020**
Au ministre des Transports

Lors de rencontres que j'ai tenues avec des municipalités de ma circonscription, deux enjeux principaux ont été soulevés en ce qui a trait au réseau de transport : l'aide financière insuffisante pour l'entretien des routes locales et des préoccupations concernant la sécurité dans certains secteurs.

Depuis le transfert en 1993 des responsabilités en matière de voirie locale du ministère des Transports (MTQ) aux municipalités, l'absence d'indexation des montants prévue au Programme de voirie locale, à l'exception d'un investissement lors du budget 2018, a fragilisé le maintien du réseau routier local. Le défi est d'autant plus grand en région où les municipalités rurales ont de la difficulté à bénéficier du programme, notamment en raison de la compétition avec les besoins des plus grandes villes. Pour certaines petites municipalités, cette enveloppe est la seule aide disponible pour l'entretien de leur réseau routier.

De plus, le réseau du Ministère traverse les municipalités locales et par le fait même, ces milieux de vie où se côtoient différents usages ; milieu scolaire, services de proximité, secteurs résidentiels, etc. C'est dans ces milieux où se trouvent les usagers les plus vulnérables (piétons et cyclistes) que se développe parfois un sentiment d'insécurité. Certaines municipalités de ma circonscription ont fait des démarches auprès du Ministère, parfois pour faire diminuer la vitesse maximale permise, pour faire ajouter un passage piétonnier ou une balise. Dans certains cas, le Ministère a répondu que l'environnement routier était aux normes et qu'aucune intervention n'était donc nécessaire. Je constate

donc, M. le Ministre, qu'il y a parfois un clivage entre les normes de Transports Québec et le sentiment vécu sur le terrain.

Mes questions sont les suivantes :

1. Est-ce qu'un rehaussement significatif du budget du Programme de voirie locale est prévu et quel soutien envisagez-vous pour soutenir les municipalités dans l'entretien de leur réseau routier ?
2. Quelles actions sont possibles pour améliorer le sentiment de sécurité des usagers dans les milieux de vie lorsque votre Ministère évalue qu'il n'y a pas de problématique de sécurité ?

182) M. LeBel (Rimouski) – **24 novembre 2020**
Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Le 15 novembre dernier, le ministre de la Santé et des Services sociaux ainsi que le ministre responsable des Aînés et des Proches aidants annonçaient des investissements additionnels de 100 M\$ pour la prochaine année et de 65 M\$ pour les cinq années suivantes, sommes devant servir à bonifier les services et les soins à domicile. De ces montants, environ 10 M\$ seront consacrés à bonifier les conditions des travailleurs du secteur. Le taux horaire minimum étant actuellement à 14,25 \$, il passera ainsi à 16 \$.

Cette augmentation de 1,75 \$ de l'heure est un premier pas, mais il est important de rappeler que l'écart de salaire entre le public et le privé pour le même travail de préposé aux bénéficiaires est important; cela entraîne, depuis des années, des problèmes quant à la disponibilité de la main-d'œuvre. En effet, un préposé aux bénéficiaires en CHSLD ou en milieu hospitalier gagne désormais 20,55 \$ l'heure au premier échelon, compte tenu des récentes augmentations accordées.

Pour le bien-être des personnes âgées, des personnes malades, de celles devant composer avec un handicap ponctuel ou permanent ainsi que des personnes proches aidantes, il faut impérativement trouver une façon de réduire cet important écart de salaire entre les travailleurs essentiels du public et ceux du privé. En ce sens, le député de Rimouski a demandé à maintes reprises la mise en place d'un décret de convention collective, afin qu'on puisse légiférer sur les conditions des travailleurs du secteur des soins à domicile.

Nous souhaitons donc adresser au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale les questions suivantes :

- Le ministre va-t-il rapidement mettre en place un décret de convention collective pour fixer les conditions de travail minimales – c'est-à-dire à hauteur de celles des travailleurs du public – des préposés à domicile et en hébergement privé? Peut-on espérer ce décret pour 2021?
- En entrevue, l'attaché de presse du ministre a déclaré « [...] que différentes pistes sont explorées. Le rehaussement des conditions de travail est important pour les salariés dévoués de ces secteurs. Il faut s'assurer d'analyser les différents véhicules à notre disposition pour le faire ». Serait-il possible de connaître ces différents véhicules, les cibles quant au rehaussement des conditions de travail de ces préposés, ainsi que l'échéancier prévu?

183) Mme Melançon (Verdun) – **24 novembre 2020**
À la ministre de la Culture et des Communications

Quelles sont les sommes déboursées par le ministère de la Culture et des Communications depuis le 10 mars 2020 pour soutenir les artistes dans le cadre du programme Culture à l'école et quels en sont les bénéficiaires?

Combien d'élèves ont été touchés par la mesure, ventilé par région et par niveau scolaire?

Combien d'écoles ont été visitées, par région?

Combien d'artistes différents ont participé à la mesure, le tout, par région?

Combien d'argent a été investi pour faire la promotion de la mesure auprès des artistes?

Combien d'argent a été investi pour faire la promotion de la mesure auprès des écoles?

184) M. Fontecilla (Laurier-Dorion) – **24 novembre 2020**
À la ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

Dans le cadre du programme de parrainage collectif de réfugié.es, de nombreux.ses citoyen.nes et résident.es québécois.es passent par des organismes pour parrainer des personnes réfugiées en s'engageant à faciliter leur intégration et assumer des frais liés à leur établissement.

Ce programme a connu des ratés durant le dernier dépôt des candidatures en janvier dernier.

Le 28 octobre, la ministre a mis fin à une tradition de collaboration entre le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration et les organismes de parrainage. La ministre a jeté le discrédit sur l'ensemble des organismes et groupes de parrainage de personnes réfugiées du Québec et a décidé d'exclure tous les organismes du programme de parrainage collectif pour l'année 2021. Cette décision contribuera à allonger des délais déjà trop longs.

Mes questions pour la ministre :

- Quels gestes la ministre posera pour renouer le dialogue et tenir compte des besoins des personnes réfugiées dans le cadre du programme de parrainage?
- Pourquoi interdire à tous les organismes de parrainage de déposer des demandes en 2021, quand seuls quelques organismes sont sous enquête?

185) M. Leduc (Hochelaga-Maisonneuve) – **24 novembre 2020**
Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 prévoyait de hausser les prestations de tous les programmes d'aide financière de dernier recours jusqu'à un certain pourcentage de la Mesure du panier de consommation (MPC), soit 55,1 % à l'Aide sociale, 77,6 % à la Solidarité sociale, et 90,1 % à la Solidarité sociale 66/72.

Or, Statistique Canada vient de réviser la MPC de sorte que le montant nécessaire pour assurer la couverture des besoins de base d'une personne vivant seule à Montréal est passé de 17 820 \$ à 20 080 \$ (base de 2018).

Dans ce contexte, les pourcentages de couverture de la MPC de ces différents programmes n'est évidemment plus la même.

Mes questions pour le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale sont les suivantes:

- Le ministre entend-il ajuster les montants des prestations versées dans le cadre de ces programmes de façon à maintenir les pourcentages de couverture de la MPC prévus?
- Dans la négative, le ministre peut-il expliquer en quoi ces pourcentages de couverture étaient initialement jugés pertinents, mais ne le seraient plus maintenant?

186) M. Fontecilla (Laurier-Dorion) – **1^{er} décembre 2020**
À la ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

La pandémie et la réforme du Programme de l'expérience québécoise (PEQ) ont mené à une augmentation considérable des délais de traitement pour l'obtention d'un Certificat de sélection du Québec (CSQ). Les délais de traitement ayant passé de 25 jours à plus de 6 mois mènent aujourd'hui à des situations de plus en plus intenable pour celles et ceux qui aspirent à obtenir un CSQ pour poursuivre leur rêve de s'établir au Québec.

En plus de l'explosion des délais, nous observons une hausse du renvoi des dossiers aux demandeurs et demandeuses dans lesquels le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) invoque l'absence de documents ou l'impossibilité de prélever les frais de traitement. Ce renvoi de dossier engendre évidemment des délais additionnels. Nous comprenons que le MIFI ne peut traiter des demandes incomplètes, mais lorsque le ministère demande des documents pour mettre à jour un dossier qui était déjà complet au moment de l'envoi, six (6) mois plus tôt, nous comprenons mal que les candidat.e.s à l'immigration soient pénalisés.e.s pour les retards incombant au MIFI. De plus, rappelons que le contexte de la COVID-19 accentue les embûches pour obtenir ces documents non essentiels puisque certaines personnes ont perdu leur emploi, ont été mises à pied ou sont en statut implicite.

Pour ces personnes, le traitement de leur dossier est urgent et pressant pour retrouver un semblant de normalité. En effet, le Certificat de sélection du Québec (CSQ) est nécessaire pour s'établir de manière permanente au Québec et dans plusieurs cas, pour renouveler un permis de travail en attendant l'obtention de la résidence permanente. Dans la même veine, nous nous inquiétons de voir des demandes d'immigration refusées en raison du manque de rigueur du ministère qui perd la trace d'envois postaux faits correctement par les candidat.e.s à l'immigration et dans les délais impartis, tel que le mentionne la Protectrice du citoyen dans son rapport 2019-2020.

Nous constatons aussi que le mécanisme de prélèvement des frais de traitement, qui exige la disponibilité de 812\$ pour une période continue de 6 mois, est inadapté dans un contexte où plusieurs personnes sont plongées dans des situations financières précaires.

À la lumière de ces situations vécues qui nous proviennent de demandes citoyennes en bureaux de circonscription, voici les questions posées à la ministre :

- Est-ce que la ministre s'engage à accélérer le traitement des dossiers en embauchant des agent.es supplémentaires ?
- Subsidiairement, est-ce que la ministre s'engage à mitiger les conséquences de l'augmentation des délais de traitement des demandes, notamment en s'assurant que cela n'entraîne pas d'autres délais en lien avec des demandes de documents pour mettre à jour un dossier déjà complet au moment du dépôt de la demande par le ou la candidat.e à l'immigration ?
- Est-ce que la ministre s'engage à assurer un traitement de dossier plus flexible et humain des demandes d'immigration, notamment en permettant aux candidat.e.s à l'immigration de produire par courriel les documents manquants ou perdus par le MIFI, tel que le recommande la Protectrice du citoyen dans son rapport 2019-2020?
- Est-ce que la ministre s'engage à assurer un traitement flexible du prélèvement des frais exigés pour que ce ne soit plus un motif de renvoi intégral du dossier?
- Que fera la ministre, concrètement, pour répondre aux conclusions décrites dans le rapport annuel 2019-2020 de la Protectrice du citoyen, soit que « le ministère fait manifestement preuve de rigidité administrative au regard de ses règles ; d'un manque d'ouverture par rapport à la version des candidates et candidats visés ; de peu d'humanité en ce qui concerne les enjeux individuels et familiaux en cause » ?

- Avec la perspective d'un prolongement de l'urgence sanitaire et en lien avec la stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023, la ministre s'engage-t-elle aussi à moderniser le mode de réception des demandes au PEQ avec le développement d'une plateforme en ligne pour diminuer les délais et frais postaux qu'entraînent ces allers-retours?

187) Mme Montpetit (Maurice-Richard) – **1^{er} décembre 2020**

Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Concernant la directive émise par le ministère de la Santé et des Services sociaux aux paramédicaux de Montréal et de Laval de ne pas réanimer les personnes en arrêt cardiorespiratoire:

Quand le ministre a-t-il pris connaissance de la directive?

Sur quelles bases juridiques a-t-elle été émise?

Pourquoi la directive a-t-elle été maintenue au-delà de ce qui était nécessaire, c'est-à-dire jusqu'au 21 septembre 2020?

Pourquoi cette directive, contrairement aux 260 autres émises le printemps dernier, n'a jamais été publiée sur un site gouvernemental?

La directive a-t-elle été réévaluée entre le 4 avril et le 21 septembre, par qui et à combien de reprises?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 1^{er} décembre 2020
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l’occasion du discours sur le budget du 10 mars 2020 et à certaines autres mesures – *ministre des Finances*

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d’intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS